

POL 2850 : État et Sociétés en Afrique (Hiver 2024)

Horaires : Lundi 12h30-15h30. Examen final le 15 avril

Approche et objectifs

Ce cours propose une analyse critique des grands défis auxquels les pays africains font face -les séquelles de la colonisation, l'autoritarisme, la faiblesse de l'État, les conflits- et des solutions envisagées pour les relever -la démocratisation, l'intégration politique, les politiques de développement, la coopération internationale -. A l'issue du cours, les étudiants devront être en mesure :

1. De connaître les problématiques théoriques et les précautions méthodologiques préalables à l'étude de l'Afrique ;
2. De connaître les grands moments historiques qui ont façonné aussi bien la trajectoire générale du continent que les configurations spécifiques de ses pays et les rapports États-Société qui en découlent;
3. D'identifier les principaux enjeux politiques contemporains sur le continent et de les articuler au passé ;
4. De maîtriser les facteurs explicatifs des défis qui se posent à l'Afrique ;
5. De connaître les mutations et les dynamiques sociétales et politiques qui ont cours actuellement sur le continent.

Pédagogie
Justification et contenu du cours

Dans les discours ordinaires et/ou médiatiques, l'Afrique est présentée comme le continent des guerres, des régimes autoritaires et corrompus, des élections frauduleuses et violentes et du sous-développement. De plus, ces discours présentent l'Afrique comme un continent singulier, voire mystérieux et impossible à comprendre. Certains Influencés par les théories racistes du 19^{ème} siècle et la longue histoire de domination exercée sur l'Afrique, certains tendent même à penser essentialiser les problèmes du continent qui serait culturellement prédisposé à la dictature, à la violence et au sous-développement.

Le cours vise en premier lieu, à déconstruire ces préjugés pour comprendre les ressorts intrinsèques de la politique africaine. Après avoir proposé au préalable une réflexion sur l'origine et les dangers épistémologiques de ces idées reçues, le cours identifie ensuite les principaux enjeux africains contemporains en les situant toujours dans une perspective historique et comparative. Ces enjeux semblent *a priori* isolés les uns des autres, mais ils sont en réalité étroitement liés. Par exemple, les tentatives de démocratisation et d'intégration constituent des essais de réponse aux défis de la corruption et de la violence politique, de la faiblesse des États et des conflits. Il en est de même des motifs derrière les mobilisations sociales et celles des activistes transnationaux.

La seconde justification de ce cours est d'ordre théorique. En effet, si sur les plans économique ou militaire, l'Afrique pèse peu sur la scène mondiale, en termes d'intérêt de recherche en revanche, elle constitue un véritable laboratoire qui

permet de tester, de revisiter et d'enrichir les concepts et modèles d'analyse conventionnels de la science politique. Nous le verrons par exemple en analysant les problématiques respectives de l'État, du pouvoir, de la participation politique ou encore de la démocratisation.

Thèmes

- *Les enjeux théoriques et méthodologiques* : une réflexion sur ces enjeux est indispensable car la connaissance de l'Afrique est obscurcie par une longue histoire d'idées reçues ou de militantisme qui déforment le regard de l'observateur. Si on veut vraiment comprendre ce continent, il est nécessaire de se départir de ces postures et se doter des outils méthodologiques et théoriques permettant de l'étudier le plus objectivement possible.

- *La problématique de l'action politique et de son institutionnalisation* : elle nous incite à nous interroger sur les réussites ou les échecs des modèles institutionnels tels que les États et les régimes politiques importés de l'Occident. Elle rend nécessaire une incursion dans l'histoire précoloniale, coloniale et postcoloniale, à la recherche de l'héritage de ces périodes dans les dynamiques et les modèles d'organisation hybrides actuels.

- *La problématique des conflits* : ces derniers étant récurrents en Afrique, il s'agit ici de s'interroger sur leurs ressorts, la transformation des formes classiques de conflits, les acteurs internes et externes qui y sont impliqués, leurs conséquences sur le devenir du continent et le défi de leur résolution.

- *La problématique de la démocratisation* : elle est devenue un enjeu d'une grande actualité sur le continent depuis 1990. Nous verrons la genèse du processus et analyserons ses spécificités et ses ressemblances par rapport aux autres régions du monde. Nous nous interrogerons ensuite sur les variables qui affectent le déclenchement, le succès ou l'échec de la démocratisation, notamment l'économie, la culture, les institutions et les acteurs politiques.

- *La problématique de l'intégration et du développement* : confrontée aux défis de la sécurité et du développement et enserrée dans la mondialisation, l'Afrique tente de trouver de nouvelles recettes. Nous irons à la recherche des nouvelles initiatives continentales visant à répondre à ces défis, mais aussi des nouvelles mobilisations panafricaines.

- *La problématique des relations internationales et de leur reconfiguration*. Elle est notamment ravivée par l'irruption fulgurante de la Chine et des autres pays émergents (Brésil, Inde, Corée, Turquie...) sur la scène africaine et la manière dont, d'une part, elle reconfigure les alliances et oppositions traditionnelles des pays africains par rapport aux puissances occidentales; et d'autre part, influence les perspectives économiques et politiques d'un continent où tous les pays ambitionnent d'émerger (comme en Asie) et où les sociétés sont de plus en plus demandeuses de souveraineté.

Méthode d'enseignement

L'enseignement allie des présentations du professeur, la projection de documentaires, et des conférences d'invités sur fond de discussions avec les étudiants. Le cours magistral occupe une place plus ou moins importante d'une séance à l'autre.

Les étudiants devront se munir de deux supports et lire les textes avant chaque séance :

- **Le livre de référence** du cours : Mamoudou Gazibo, *Introduction à la politique africaine*, 2^{ème} édition, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010. Le livre est en accès électronique à la Bibliothèque. Si vous voulez l'acheter – sachant qu'une 3^{ème} édition mise à jour est en préparation pour fin 2024, il est en vente à la librairie du 3200 Jean Brillant.

Les textes complémentaires, disponibles sur Studium, servent à illustrer ou approfondir les séances thématiques

Évaluation

L'évaluation comporte trois composantes :

- **Un examen de mi-session le 26 Février.** L'examen porte sur la partie du cours traitée et compte pour 30 % de la note finale. Le format sera précisé 2 semaines avant l'examen.
- **Un travail de recherche : 8 pages, interligne double, caractère 12.** Un guide de recherche incluant les sujets et la grille de correction sera posté sur Studium le **12 Février**. La date de remise est fixée au **24 mars sur Studium**. Ce travail compte pour 40% de la note finale.
- **Un examen final le 15 avril** portant sur la partie du cours vue après l'examen de mi-session. Il est de même nature que le premier et compte pour 30% de la note finale.

Plan du cours

Séance 1 (8 Janvier) : Présentation du cours

Partie 1 : Les conditions de production de connaissances sur l'Afrique

Cette partie porte sur les précautions nécessaires à une réflexion la plus neutre possible sur l'Afrique. Dans cette perspective, l'analyse des enjeux politiques en Afrique doit être précédée d'une réflexion sur les débats relatifs aux approches et aux méthodes.

Séance 2 (15 Janvier) comment étudier l'Afrique : questions de méthode et cadres théoriques

La perception première que l'on a de l'Afrique est généralement brouillée par des idées reçues. Dans cette séance, nous remontons l'histoire des clichés sur l'Afrique pour insister sur deux aspects : la nécessité d'étudier l'Afrique objectivement, sans reproduire les idées reçues ou se transformer en militant (méthode) et l'importance de connaître les cadres d'analyse par lesquels les politologues ont essayé d'intégrer l'Afrique dans des études générales de science politique des années 1950 à maintenant en vue d'identifier les théories dépassées et celles qui sont encore utiles. Nous retrouverons ensuite ces débats tout au long des autres séances.

Lectures : Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : intro, chap. 1 et chap. 2.

Court documentaire sur les origines et manifestations des perceptions sur l'Afrique

Partie 2 : L'historicité de l'État et les défis de la gouvernance

Cette partie porte sur les grands défis qui se posent aux sociétés et aux États africains. Elle montre comment un processus historique particulier à l'Afrique a produit des États, des régimes et des mœurs politiques qui, en retour affectent la trajectoire ultérieure et les problèmes que connaît chacun des pays du continent. Un accent particulier est mis sur l'explication de certains phénomènes sélectionnés tels que l'étatisation, les régimes et les modes d'exercice du pouvoir, les conflits, la relation entre l'État et la société.

Séance 3 (22 Janvier) : Les fondements de la gouvernance des États africains

L'Afrique est un objet de recherche analysable avec les outils de la science politique, mais la vie politique africaine présente aussi ses particularités. Elle ne s'y réduit pas, mais est largement caractérisée par le clientélisme, l'hypertrophie des pouvoirs des dirigeants, les

conflits... Cette séance vise, en premier lieu, à mettre au jour la nature de l'État africain, celle du pouvoir politique ainsi que les formes de rapports entre l'État et la société. Elle vise en second lieu à aller plus loin pour montrer d'où viennent ces faits et pratiques. Nous proposons de les trouver au point de rencontre de trois moments historiques : la colonisation, les logiques précoloniales et les dynamiques des États indépendants

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 3.

Texte (s) sur Studium : John Iliffe, «L'invasion coloniale», dans *Les Africains: histoire d'un continent*, Paris, Flammarion, 2002, p. 267-300, Crawford Young : « The African Colonial State Institutionalized », dans C. Young, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, Yale University Press, New Haven and London, 1994, p. 141-181.

Court extrait de documentaire sur la colonisation et les processus de décolonisation

Séances 4 (29 Janvier) L'exercice du pouvoir et la société en Afrique postcoloniale

La transformation des pouvoirs africains est un des principaux défis politiques du continent. Si les années 1960 ont vu la plupart des pays africains accéder à l'indépendance dans l'euphorie générale, les autoritarismes se sont vite généralisés sur le continent sous le prétexte d'asseoir l'État, de créer un sentiment national et de promouvoir le développement. Cette séance se penche sur les processus, les idéologies, les types de régimes politiques ainsi que les méthodes d'exercice de l'autorité qui ont été mis en place entre les années 1960 et 1990. Il s'agit d'un préalable aux cours sur la démocratisation.

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 4.

Texte (s) sur Studium : Jean-François Médard, « L'État néopatrimonial en Afrique noire », dans J-F Médard, *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crises*, Paris, Karthala, 1991, p. 323-353; Richard Jeffries, « Ghana : Jerry Rawlings ou un populisme à deux coups », *Politique africaine* no 8, 1982, p. 8-20.

Court documentaire et/ou invité sur les régimes autoritaires et leurs pratiques

Séance 5 (5 Février) : Étude de cas : sur les régimes autoritaires postcoloniaux (Conférencier-e en présentiel ou en ligne)

Séance 6 (12 Février) : L'instabilité en Afrique et ses déterminants

Les défis auxquels les États africains ont été confrontés au (et pour) sortir de la colonisation ont rapidement été exacerbés par l'irruption des conflits armés de toutes sortes sur le continent. Si l'explication ethnique est la plus souvent évoquée, les variables explicatives sont en réalité fort complexes : les héritages de la colonisation, les problèmes de frontière, les luttes pour le pouvoir, le rôle des multinationales et des pays tiers dans les zones pétrolières ou minières... Il s'agit donc ici de s'interroger sur les fondements des conflits africains et de proposer une interprétation plus complète et plus satisfaisante.

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 5.

Texte (s) sur Studium : Jean-Pierre Chrétien, « Hutus et Tutsis au Rwanda et au Burundi » dans Jean-Loup Amselle et Éliakia Mbokolo, *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985, p. 129-195 ; Honoré Ngbanda Nzambo (ancien chef des services de renseignement du Zaïre), « Guerre secrète franco-américaine au Zaïre », dans H. N. Nzambo, *Crimes organisés en Afrique centrale*, Paris, Dubois, 2004, p. 183-225.

Documentaire : Cuba, une Odyssée africaine, de Jihan El Tahri

Séance 7 (19 février) : L'instabilité contemporaine en Afrique (conférencier-e en présentiel ou en ligne)

En 1963, l'OUA adoptait le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation. L'objectif était d'éviter des conflits interétatiques que l'on redoutait compte tenu de la faible légitimité historique et de l'hétérogénéité des États. Depuis une vingtaine

d'années, de nombreux phénomènes comme la fin de la guerre froide, les tentatives avortées de démocratisation, la criminalisation de la politique et le terrorisme international ont contribué à reconfigurer les conflits. Les guerres interétatiques font de plus en plus la place à des conflits inédits, allant des guerres dites «moléculaires» aux guerres régionales. La région des grands lacs, la Corne de l'Afrique et plus récemment le Sabel sont les sites privilégiés pour analyser ces transformations.

Lectures

Texte (s) sur Studium : Fassory Sangaré et Lamine Savané, «Rébellion armée, groupes terroristes et élites politiques dans le Nord du Mali», dans Moda Dieng et al. (dir), *Lutte contre le terrorisme en Afrique : Acte de bienveillance ou prétexte géostratégique ?*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, pp. 33-49. ; Christian Seignobos, «Chronique d'un siège : Boko Haram dans le lac Tchad 2015-2016», *Afrique contemporaine* n0 257, 2017, pp. 139-167.

Séance 8 (26 Février) : Examen

4 Mars: semaine d'activités libres

Partie 3 : Les politiques de transformation et d'innovation

La démocratisation des systèmes politiques et les politiques d'intégration politique et économique des États sont actuellement deux des enjeux les plus actuels en Afrique, en plus de l'arrivée massive de la Chine. Elles sont officiellement pensées comme des solutions aux différentes crises évoquées dans les chapitres précédents, notamment la crise de l'État, les problèmes identitaires, les conflits de frontière ou le néopatrimonialisme. Cependant, elles constituent eux-mêmes des défis qui ne vont pas sans problèmes. Cette partie tente de comprendre les avancées et les avatars de ces tentatives de reconstruction.

Séance 8 (11 Mars) : Les tentatives et obstacles de la démocratisation

Si, en 1989, seuls trois pays africains n'étaient pas dirigés par un régime autoritaire, rares sont aujourd'hui ceux qui n'ont pas été touchés par le "vent démocratique" des années 1990. La vague a été rapide et d'ampleur continentale, mais cette situation cache de nombreuses variations selon les pays. Non seulement plusieurs types de transitions existent, mais les acteurs de la démocratisation et ses catalyseurs varient selon les régions voire selon les pays. Il s'agit ici de comprendre les facteurs explicatifs du déclenchement des réformes politiques, d'en dresser une typologie des modes et des phases et de comprendre les obstacles à son enracinement.

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 7 et chap. 8.

Texte (s) sur Studium : Richard Banégas, « La dynamique des revendications démocratiques » dans R. Banégas, *La démocratie à pas de caméléon : transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003, p. 93-133; Nicolas van de Walle, "Presidentialism and clientelism in Africa's emerging party systems". *The Journal of Modern African Studies* 41 (2), 2003, p. 297-321.

Séance 9 (18 Mars) : L'état de la démocratie : entre agitations sociales et retour des coups d'État

Au début des années 1990, les tentatives de démocratisation en Afrique ont été vécues dans l'enthousiasme général comme «les secondes indépendances». Mais dès le milieu de la décennie, des ratés sont apparus. Certes, des cas réussis existent aussi, mais de coups d'État en élections truquées, l'on a commencé à douter et à évoquer des "restaurations autoritaires". Comment se présente l'état de la démocratisation sur le continent ? Quels sont les anti-modèles et comment les expliquer ? Quels sont les pays modèles et quels sont les raisons de réussite ? Lorsqu'elle existe, la démocratie prend-elle le même visage en Afrique et ailleurs ? Cette séance est consacrée à ces questions.

Lectures

Texte (s) sur Studium : Gabrielle Lynch & Peter VonDoepp, "Democracy in Practice. Diversity and complexity" dans (des mêmes auteurs) *Routledge Handbook of Democratization in Africa*, London, Routledge, 2020, pp. 1-14; Robert Mattes

et Michael Bratton, "Do Africans still want democracy?", *Afrobarometer Policy Paper No. 36*, November 2016 ; Laurent Duarte, « Afrique. Quand la démocratie se joue en ligne », *Revue Projet*, vol. 371, no. 4, 2019, pp. 60-67.

Études de cas : les récents coups d'État au Sahel

Séance 10 (25 mars) : Les stratégies d'intégration face aux défis de la gouvernance

Plusieurs de ses pays étant marqués par des conflits internes et des crises politiques, l'Afrique tente de se réorganiser en misant sur l'intégration politique. Depuis 2000, des innovations apparaissent avec la création, sur le modèle européen, de l'Union africaine et le lancement de plusieurs initiatives continentales de développement. Comment expliquer la faillite des initiatives antérieures ? Les initiatives politiques récentes sont-elles vraiment nouvelles ? Que proposent-elles ? A quels obstacles leurs promoteurs sont-ils confrontés et peuvent-elles réussir ?

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 10.

Texte (s) sur Studium : Yves Ékoué Amaïzo, « De l'OUA à l'Union africaine : les chemins de l'interdépendance », *Afrique contemporaine* n° 197, 2001, p. 97-107; Daniel Bach, « Régionalismes, régionalisation et globalisation », dans Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot (dir), *Le politique en Afrique : état des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, p. 343-361.

Séance 11 (8 avril) : Les pays émergents, l'émergence et le renouveau des relations internationales africaines

Depuis 2000, on assiste à l'irruption de la Chine en Afrique. Ce phénomène s'est étendu à d'autres pays émergents comme le Brésil, l'Inde, la Turquie... Dans cette séance, il s'agit de comprendre l'ampleur et les contours de cette irruption; la façon dont les pays africains tirent ou non parti de cette relation et ses conséquences sur la politique étrangère des États Africains traditionnellement orientée vers l'Occident.

Lectures

Livre : M. Gazibo, *Introduction à la politique africaine* : chap. 12.

Texte (s) sur Studium : Olivier Mbabia, « Le caractère distinctif de la stratégie turque », dans Olivier Mbabia, *La nouvelle turcosphère. La Turquie en Afrique*, Montréal, Prame, 2018, pp. 159-174 ; Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, *Index de l'émergence en Afrique 2023*, Montréal, Prame.

15 avril : examen final au local B-3325 (local du cours)

Quelques sources bibliographiques sur l'Afrique :

Bibliothèques

- Bibliothèque des lettres et sciences humaines, 3000 av Jean-Brillant, Pavillon Samuel-bronfman
 - Bibliothèque du Centre for Developing Area Studies, Université Mc Gill, 3715 Peel et celle des sciences sociales.
 - La bibliothèque centrale de l'UQAM, 400 rue Ste Catherine Est.
 - La bibliothèque du CECI (Centre d'étude et de coopération internationale), 180 rue Ste-Catherine Est
- Pour avoir accès à ces bibliothèques, il suffit de vous faire établir une carte par la bibliothèque de votre université.*

Périodiques portant sur l'Afrique uniquement :

- Africa (périodique de type universitaire).
- Africa confidential (revue hebdomadaire des derniers événements politiques et économiques. Contient de nombreuses informations plutôt confidentielles).
- Africa Contemporary Records (fait la revue annuelle des événements politiques et économiques pour chacun des pays africains. S'arrête en 1992).
- Africa Research Bulletin (revue mensuelle des événements politiques et économiques en Afrique).
- Africa South of the Sahara (fait la revue annuelle des événements politiques et économiques pour chacun des pays africains).
- Africa Today (périodique de type universitaire).

- African Affairs (périodique de type universitaire).
- Afrique contemporaine (périodique de type universitaire. Fait aussi la chronologie des événements politiques et économiques en Afrique pour chaque trimestre).
- Annuaire de l'Afrique du Nord (périodique de type universitaire).
- Cahiers d'études africaines (périodique de type universitaire).
- Journal of Modern African Studies (périodique de type universitaire).
- Année Africaine (périodique de type universitaire. S'arrête en 1993, devient L'Afrique Politique).
- L'Afrique Politique (périodique de type universitaire. Débute en 1994 comme la suite de Année Africaine).
- Le Mois en Afrique (périodique de type universitaire).
- Maghreb-Mashrek (périodique de type universitaire. Spécialisé sur l'Afrique du nord).
- Politique africaine (périodique de type universitaire. Le meilleur périodique en français).
- Review of African Political Economy (périodique de type universitaire).
- Revue canadienne des études africaines (périodique de type universitaire).
- African Studies Review (périodique de type universitaire).
- Politikon (revue sud-africaine de science politique)
- Géopolitique africaine (revue de vulgarisation)

Journaux sur l'Afrique :

L'Autre Afrique; Jeune Afrique ; Jeune Afrique Économie ; Afrique Expansion ; Le Nouvel Afrique-Asie ; Financial Afrik... Le Monde Afrique...

L'Afrique sur Internet :

La plupart des pays ont un portail accessible via Google (Seneweb ; Maliweb ; Abidjan.net...)

Rappel de règlements pédagogiques

Veillez prendre note que le trimestre commence le 8 janvier et se termine le 30 avril 2024 (incluant la période des examens) et que la présence physique est attendue à tous les cours. Aucune demande d'examen différé ne sera acceptée sans motif valable. Nous entendons par motif valable, un motif indépendant de votre volonté, tel que la force majeure, le cas fortuit ou une maladie attestée par un certificat de médecin.

Absence à un examen

Il est de votre responsabilité de motiver, en remplissant le formulaire disponible dans le [Centre étudiant](#), toute absence à une évaluation ou à un cours faisant l'objet d'une évaluation continue dès que vous serez en mesure de constater que vous ne pourrez pas vous présenter à une évaluation. Vous devez obligatoirement fournir les pièces justificatives **dans les sept jours suivant l'absence**.

Délais pour la remise d'un travail

Vous devez motiver, en remplissant le formulaire disponible dans le [Centre étudiant](#), toute demande de délai pour la remise d'un travail et fournir les pièces justificatives dès que vous êtes en mesure de constater que vous ne pourrez pas remettre à temps le travail. **Pour être admissible, la demande doit avoir été faite avant la date de remise.**

La pénalité imposée pour les retards dans la remise des travaux est de 10 points de pourcentage par jour. Cette pénalité est calculée en déduisant 10 points de pourcentage à la note obtenue pour le travail en question. Il s'agit de la politique « par défaut » du Département; le corps enseignant est libre d'imposer une pénalité plus élevée s'il le désire. La personne étudiante qui remet son travail après 23h30 sur Studium le jour de la remise est réputé les avoir remis le matin du jour ouvrable qui suit et les jours non ouvrables sont comptés comme des jours de retard.

Prévention du plagiat

Le Département porte une attention toute particulière à la lutte contre le plagiat, le copiage ou la fraude lors des examens. Le plagiat consiste à utiliser de façon totale ou partielle, littérale ou déguisée le texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence à l'occasion d'un travail, d'un examen ou d'une activité faisant l'objet d'une évaluation. Cette fraude est lourdement sanctionnée.

Toutes les personnes étudiantes sont invitées à consulter le site web <http://www.integrite.umontreal.ca/> et à prendre connaissance du *Règlement disciplinaire sur le plagiat ou la fraude concernant les étudiants*. **Plagier peut entraîner un échec, la suspension ou le renvoi de l'Université.**

Bibliothécaire et règles bibliographiques

Il est obligatoire de respecter les règles de présentation et de citations/références (modèle de Chicago pour les travaux et examens-maison du Département de science politique. Deux guides à cet effet sont disponibles sur le site du département

aux adresses suivantes:

Pour la présentation des travaux:

<https://bib.umontreal.ca/economie-politique-relations-industrielles/science-politique>

Pour les citations et références:

<https://bib.umontreal.ca/citer/styles-bibliographiques/chicago>

N'hésitez pas à profiter des services de la bibliothécaire spécialisée en science politique [Julia Généreux Randall](#). Vous pouvez la rejoindre à son bureau (local 3017 de la Bibliothèque des lettres et sciences humaines, Pavillon Samuel-Bronfman) ou lui envoyer un [courriel](#). La BLSH met aussi à disposition un [Guide internet](#), point de départ idéal pour toute recherche documentaire en science politique.

Le harcèlement, y compris à caractère sexuel

Il incombe à chaque membre de la communauté universitaire de se conduire avec respect en tout temps envers tout le monde. En particulier, le Département de science politique s'engage à créer un milieu accueillant et sécuritaire pour toutes et tous, quelle que soit leur identité.

Les documents suivants ont des démarches pratiques à suivre : Si vous pensez que vous vivez du harcèlement : <https://respect.umontreal.ca/obtenir-de-laide/vous-vivez-une-situation-difficile/>. Si on s'est confié à vous ou si vous êtes témoin de harcèlement : <https://respect.umontreal.ca/obtenir-de-laide/vous-avez-ete-temoin-dune-situation/>. Pour toute autre question : <https://respect.umontreal.ca/accueil/>.

Besoin d'écoute? Situation de détresse?

Vous pouvez faire appel à plusieurs **lignes d'écoute** ou d'urgence. Vous avez accès à un [service 24 heures/7 jours](#) offert par l'Alliance pour la santé étudiante au Québec. Le numéro est le suivant : 1-833-851-1363. Vous retrouverez les services d'aide disponibles du site du Service à la vie étudiante : <https://toutlemondeadesbas.ca/>

Vous pouvez aussi faire appel à une **sentinelle**. La sentinelle est employée par l'UdeM, formée et disponible pour vous accueillir, vous écouter et vous orienter vers les bonnes ressources. Son accueil est spontané, respectueux et strictement confidentiel. Le service est offert en plusieurs langues. Bottin des sentinelles : <http://cscp.umontreal.ca/activiteprevention/sentinelle.htm>

Si vous souhaitez discuter avec des pairs du stress que peut occasionner la vie étudiante, le local du **PASPOUM** au C-3144 est ouvert (3^e étage, Pavillon Lionel-Groulx). Une personne étudiante formée à l'écoute active pourra vous orienter vers des ressources appropriées. Le local du PASPOUM est aussi un espace où vous pouvez déconnecter pendant quelques instants. Consultez les heures d'ouverture et les activités du PASPOUM sur la page Facebook. Vous pouvez vous abonner au compte Instagram du même nom pour suivre les actualités.